

Ensemble contre l'austérité, pour un département actif et solidaire



Les prochaines élections départementales des 22 et 29 mars 2015 se présentent dans un contexte social et économique qui ne cesse de s'alourdir. La poursuite des politiques d'austérité en Europe comme en France affaiblit toujours plus notre pays, tant sur le front de l'emploi, qu'en matière de protection sociale et de réponses aux besoins du quotidien.

Ces choix politiques libéraux s'appliquent avec la même violence aux collectivités territoriales, qui sont désormais doublement attaquées : d'un côté, par le biais d'une baisse sans précédent de leurs moyens, et de l'autre par une volonté d'effacer les échelons territoriaux de proximité que sont les départements et les communes.

Ainsi, le projet de budget pour 2015 confirme la soumission aux exigences des marchés financiers qui entendent priver les collectivités de leurs moyens d'action au service de tous. En amputant massivement les moyens des communes, des départements et des régions (- 11 milliards d'euros pour la période 2015-2017, - 28 milliards d'euros pour la période 2013-2017 !), tout en distribuant sans contreparties des milliards de cadeaux fiscaux aux grandes entreprises avec le CICE, le Gouvernement coupe dans les dépenses utiles au plus grand nombre pour mieux servir les privilégiés.

Aussi, le Parti communiste français, avec le Front de Gauche, souhaite se saisir de ces élections départementales pour construire l'alternative indispensable aux politiques d'austérité qui portent directement atteinte à l'avenir de nos territoires et à la vie quotidienne de nos concitoyens. Nous voulons aussi en faire un grand moment de mobilisation contre la réforme territoriale.

« Mon département, j'y tiens »

Pour les communistes, le rôle des départements est essentiel dans la vie politique de notre pays et pour garantir une action publique qui réponde aux besoins humains et des territoires. Pour les communes, échelon de proximité privilégié par les Françaises et les Français, à la base de la démocratie locale et des services publics locaux, le Département est un partenaire incontournable.

C'est pourquoi le passage en force sur la réforme territoriale, comportant notamment la disparition programmée des Conseils généraux en 2020, dont les compétences seraient transférées aux grandes régions et aux intercommunalités, est inacceptable. Elle s'inscrit dans la droite ligne de la réforme de 2010, conduite par Nicolas Sarkozy qui visait, selon le bon mot de M. Balladur, « l'évaporation à venir des départements ». Menée à la hussarde, la réforme du mode de scrutin pour ces élections départementales n'a d'ailleurs pas été remise en cause, et les électeurs ont bien du mal à saisir les conditions réelles de déroulement de ces élections sur de grands cantons rassemblant 20 000 habitants et un scrutin de liste majoritaire.

Ainsi, la précipitation et le caractère antidémocratique avec lequel cette réforme globale des institutions de la République a été annoncée, puis présentée au Parlement, sans tenir compte des attentes des élus locaux et des citoyens, notamment au regard des incidences sur les deux niveaux de proximité que sont les communes et les départements, est une véritable provocation.

Surtout, la suppression des Conseils généraux aurait des conséquences importantes sur le service rendu et l'égalité des citoyens devant les services publics, notamment pour les personnes les plus en difficultés, pour les communes et territoires ruraux qui seraient délaissés au profit d'une concentration des moyens en faveur des métropoles.

Les communistes refusent ce coup de force et la suppression prévue des départements, même si le Gouvernement a affiché la volonté récente d'apaiser les débats avec l'annonce d'un maintien de certains départements ruraux. Une telle réforme, si elle était menée à son terme, irait à contre-courant du processus de décentralisation engagé depuis 30 ans visant à rapprocher les citoyens des lieux de décision.

C'est pourquoi **nos candidates et candidats entendent faire de ces élections départementales un véritable référendum sur la réforme territoriale**, puisque la parole des citoyens et des élus des territoires a été confisquée.

Refuser l'asphyxie financière du département

Alors que le projet de loi de finances pour 2015 prévoit la baisse de 3,7 milliards des dotations aux collectivités, pour atteindre 11 milliards d'ici 2017, les départements, comme les autres collectivités territoriales, sont placés dès 2015 devant un véritable mur budgétaire avec une baisse de 1,14 milliards d'euros des moyens de l'Etat. Cette baisse drastique impactera directement leur capacité à répondre aux besoins et à appliquer leurs compétences. Nous refusons cette stratégie de l'asphyxie financière des départements qui ne vise qu'à accélérer leur liquidation.

Ces élections départementales de mars 2015 sont essentielles car une véritable bataille est engagée contre ceux qui, pour imposer l'austérité et la loi du marché, cherchent à contourner la démocratie locale et les services publics. Derrière l'asphyxie programmée des départements et des communes, se cache ainsi un véritable choix de société : celui de confier progressivement l'ensemble des services publics locaux au secteur privé.

Le rôle privilégié qu'ont les conseils généraux envers les communes et les communautés de communes, notamment en matière de développement et de solidarité des territoires, d'aide sociale, de soutien au monde associatif, sportif et culturel, d'investissements sur les routes départementales, en faveur des collèges ou sur les projets d'aménagement est directement dans le viseur.

En forçant les futurs conseils départementaux à couper dans les moyens qu'ils transfèrent aux communes, c'est l'ensemble des services publics locaux et des investissements en matière d'équipements qu'elles assurent qui sont menacés : habitat, urbanisme, projets d'aménagement, voirie, aide sociale, sports, actions en faveur de la jeunesse, développement culturel, environnement...

Nous rappelons que les départements représentent 72 milliards de dépenses publiques pour l'action sociale, l'éducation, la culture, le logement, la jeunesse. On comprend pourquoi on souhaite mettre la main sur cet argent et tout livrer aux marchés.

Enfin, nous tenons à rappeler que nos collectivités, et tout particulièrement nos départements, ont joué un rôle majeur contre la crise, en jouant un véritable rôle d'amortisseur social pour tant de nos concitoyens placés devant d'immenses difficultés de vie.

Clairement, nos candidates et candidats porterons l'engagement que l'on ne peut objectivement lutter pour le maintien des Départements et de leur action, sans lutter frontalement contre les choix austéritaires et les coupes dans leurs dotations.

Pour un département solidaire et actif, respecter et entendre les besoins de sa population

Pour le département du Puy-de-Dôme, en 2014, la politique d'aide sociale, concernant les personnes handicapées, les personnes âgées, l'enfance et la famille, ce sont 213 millions d'euros de dépenses engagées et 93 millions d'euros pour les politiques d'insertion et de lutte contre les exclusions (RSA, logement...). La politique départementale en faveur des collèges et de la jeunesse représente 38 millions d'euros. La politique en faveur de l'entretien et l'amélioration du réseau routier départemental, c'est 58 millions d'euros. Les actions en faveur des territoires, c'est 31 millions d'euros quant celles consacrées à l'environnement (eau potable et assainissement notamment) représentent 11 millions d'euros. Le développement culturel, c'est 6,4 millions d'euros, le développement économique, rural et agricole, 13 millions d'euros.

Nous considérons que les services apportés aux Puydômoises et Puydômois par le Conseil général sont essentiels au quotidien des habitants et qu'ils doivent être confortés. La question posée est donc très claire : dans quel département, dans quel territoire et dans quelle société veut-on vivre ?

Notre choix est tout aussi clair. Nous voulons une société solidaire et plus juste, qui réponde aux difficultés et aux besoins humains.

Dans le département, nous entendons construire avec les Puydômoises et Puydômois, des politiques innovantes et de justice sociale dans le domaine de l'aide sociale, du logement, des transports, de l'emploi, de l'éducation, de la jeunesse :

- Face à la crise et à ses conséquences pour les familles, faisons du département un rempart social pour ses habitants, en développant les politiques d'insertion, en

avançant la création d'un grand service public de l'aide à domicile et aux personnes âgées ;

- Pour la réussite scolaire de tous les jeunes, renforçons les investissements publics en faveur de collèges mieux équipés tout en exigeant de l'Etat qu'ils tiennent ses responsabilités en matière de moyens en personnel, sous statut de la fonction publique ;
- Face aux difficultés majeures que rencontre notre tissu associatif, nous préconisons une action résolue en faveur de l'accès de toutes et tous au sport, à la culture et aux loisirs, pour l'amélioration du cadre de vie et du lien social sur les territoires, par l'intermédiaire d'un soutien accru au monde associatif. Portons un projet départemental de haut rang et d'équilibre territorial pour la culture et la création ;
- Pour un aménagement harmonieux, il faut accompagner une politique de développement des transports publics, accessibles à tous, et du logement social dans la perspective de construction d'un service public du logement national.
- En opposition avec la mise à mal de la démocratie locale et la concentration des pouvoirs, redonnons la parole aux citoyens, en associant les acteurs associatifs, syndicaux et les citoyens dans la définition des priorités et le suivi des actions du futur conseil départemental, et en promouvant le service public et ses agents.

Nous allons donc à cette échéance électorale **pour protéger et développer l'action publique des départements, les services publics et la démocratie locale.**

Des candidates et candidats qui veulent rassembler sur les bases d'une alternative à l'austérité

Nous lançons un appel à toutes celles et tous ceux qui refusent à la fois l'austérité appliquée aux départements et la perspective d'une disparition de cet échelon de proximité, si utile aux habitantes et aux habitants.

Dans chacun des 31 cantons, les communistes travaillent activement à ce rassemblement. **Nous sommes disponibles pour travailler avec toutes celles et ceux qui veulent participer à la construction d'une alternative à l'austérité.**

Nous le répétons, ces élections seront essentielles pour le quotidien des Puydômoises et des Puydômois. Elles sont bien entendu une étape vers la construction de l'alternative à gauche, que nous voulons. Aussi, nous ne laisserons pas faire la droite et l'extrême droite, qui veulent conquérir tous les pouvoirs locaux en 2015, sur la route de 2017.

Nous voulons des candidates et des candidats qui soient des hommes et des femmes engagé-e-s, des militants politiques de gauche, des syndicalistes, des hommes et des femmes des mouvements associatifs, des élus locaux engagés pour la défense des services publics et des habitants de leurs territoires.